

INFO-TÜRK INFO-TÜRK INFO-TÜRK

DECEMBRE

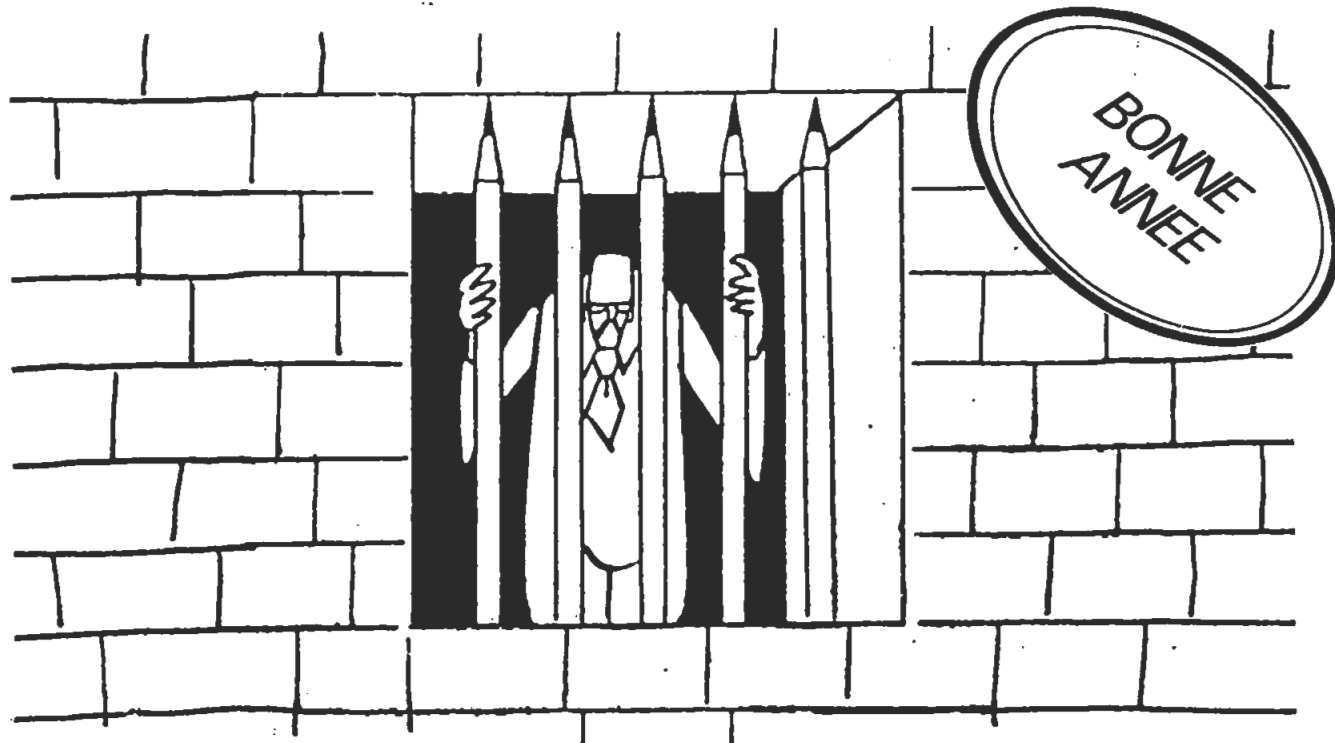
1981



bulletin mensuel ◦ monthly bulletin ◦ maandelijks bulletin

62

6EME ANNEE ◦ PRIX: 50 FB ◦ ABONNEMENT ANNUEL: 500. FB ◦ COMPTE: 310-0148714-02
INFO-TÜRK - 13/2, SQUARE CH.M.WISER - 1040 BRUXELLES ◦ TEL: (32-2) 230 34 72
EDITE PAR LE COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION ◦ NO. DEPOT LEGAL: 2198



RESIDENCE SECONDAIRE DU JOURNALISTE DEMOCRATE EN TURQUIE

TURQUIE 1981

SUPERFICIE: 779.452 Km²
POPULATION: 46.505.000
POPULATION EMIGREE: 2.000.000
REGIME: *Dictature militaire fasciste*
POUVOIR LEGISLATIF: *Junte de cinq généraux*
POUVOIR EXECUTIF: *Gouvernement fantoche d'un amiral en retraite*
POUVOIR JURIDIQUE: *Dominé par les tribunaux militaires*
DETENTION: *Plus de 200.000 en un an*
INCUPLATION POLITIQUE: 24.300
DEMANDE DE PEINE CAPITALE: *Plus de 3.000*
EXECUTES: 10
CONDAMNES À PRISON: 1.898
ABATTUS PAR LES FORCES D'ETAT: *Plus de 500*
MORTS SOUS TORTURE: *Plus de 60*
PARTIS POLITIQUES: *Dissous*
ACTIVITES SYNDICALES: *Suspendues*
LA PRESSE: *Sous censure*
AUTONOMIE UNIVERSITAIRE: *Abolie*
ACTIVITES CULTURELLES: *Militarisées*

LA JUMENT TURQUE DURCIT SON ATTITUDE FACE AUX CRITIQUES:
 "LE GOUVERNEMENT N'ACCELERERA PAS LE RETABLISSEMENT DE LA DEMOCRATIE"

Reflétant une position durcie à l'égard des critiques de l'Europe de l'Ouest, le Premier Ministre turc Ulusu déclare que le gouvernement militaire au pouvoir n'accélérera le rétablissement de la démocratie comme promis ni ne divulguera son planing en vue d'une nouvelle constitution et des élections.

Les critiques occidentaux, principalement en Europe mais aussi dans une certaine mesure aux Etats-Unis, affirment que le régime essaie de gagner du temps dans le rétablissement de la démocratie en continuant à interdire les activités politiques et syndicales et que la torture, bien que moins fréquente à présent, est encore pratiquée.

M. Ulusu déclarait que leurs attaques contre le régime reflétaient "une campagne systématique menée par des éléments qui sont les prolongements des organisations terroristes qui opéraient en Turquie, avant le coup d'état". Il a fait l'éloge de l'administration Reagan pour sa "compréhension" de la situation interne du pays, tout en attaquant sans ménagement les critiques de l'Europe de l'Ouest.

Des représentants turcs et des diplomates occidentaux interviewés à Ankara notaient que les critiques les plus franches concernaient le Ministre des Affaires Etrangères Ouest-Allié Hans Dietrich Genscher, les commissaires de la Communauté Economique Européenne, les députés du Parlement Européen aussi bien que les dirigeants socialistes et syndicaux de toute l'Europe du Nord.

Quelques représentants, particulièrement ceux des organes de la CEE, ont récemment averti les dirigeants turcs qu'à moins que le processus de rétablissement de la démocratie ne soit accéléré, l'Europe suspendrait les plusieurs centaines de millions de dollars d'aide économique à la Turquie pendant l'année 1982.

M. Ulusu et d'autres représentants turcs du pouvoir reconnaissaient que leur pays était victime de pressions et qu'il était possible qu'il soit expulsé du Conseil des 21 Pays d'Europe. (International Herald Tribune - 25.11.81)

Relations extérieures en novembre 1981

- Le Président de l'Internationale Socialiste, M. Willy Brandt, a critiqué la décision du Conseil National de Sécurité de dissoudre tous les partis politiques en Turquie. (Milliyet - 2.11.1981)

- Le gouvernement grec a fait appel à la Commission Européenne pour qu'elle supprime les facilités douanières accordées à la Turquie par la CEE. (Milliyet-5.11.81)

- Un porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères allemand déclarait qu'il était impossible de maintenir des relations normales avec la Turquie et que la République Fédérale d'Allemagne et la CEE suspendraient leur aide à ce pays. (Mürriyet - 5.11.1981)

- La Turquie est l'un des quatre pays qui reçoivent les plus grandes parts d'aide économique et militaire des Etats-Unis: 1. Israel: 2.185 millions dollars, 2. Egypte: 1.740 millions dollars, Turquie: 452 millions dollars, Grèce: 177 millions de dollars. (Tercüman - 5.11.1981)

- En première lecture du budget général des Communautés Européennes, le Parlement européen a adopté par 218 voix contre 53 et 9 abstentions, à l'issue d'un vote nominal le 5 novembre, l'amendement 301 présenté par le groupe socialiste demandant un blocage provisoire du 4ème protocole financier CEE-Turquie. Les crédits prévus pour l'exercice 1982 (3 millions d'ECUs en dépenses et 30 millions d'ECUs en crédits d'engagement) seront inscrits au chapitre 100 du budget général en tant que crédits provisionnels, dans l'attente de la signature du protocole. Des amendements allant plus loin et demandant par exemple la suppression des crédits prévus au titre du 3ème protocole financier CEE-Turquie (30 millions d'ECUs), de l'aide spéciale à la Turquie et du 4ème protocole ont été rejetés. (Procès-verbal de la séance du Parlement européen du 5 novembre 1981).

- Agissant au nom de la Commission, le Vice-Président Lorenzo Natali a convoqué l'Ambassadeur de Turquie auprès des Communautés Européennes pour lui exprimer la grave préoccupation de la Commission au sujet de la condamnation à une peine de prison de quatre mois, par une cour martiale, de l'ancien Premier Ministre turc, Bülent Ecevit. (Milliyet - 6.11.1981)

- La Turquie est en négociation avec la Belgique pour l'achat de 52 avions militaires, F-104. Ankara offrait 2,4 millions de francs belges par avion, mais Bruxelles a trouvé l'offre trop basse. (Tercüman - 6.11.1981)

- On rapporte qu'une délégation de quatre membres du FMI a quitté la Turquie avec des impressions positives quant à la situation économique du pays. On s'attend à ce que le FMI débloque un crédit de 115 millions de dollars SDR en 1981 et un autre crédit de 390 millions de dollars en 1982. (Hürriyet - 7.11.1981)

- Commentaire à propos de la décision du Parlement Européen :
C'est probablement surtout en raison de la condamnation du dirigeant socialiste Egevit que la proposition des Socialistes a recueilli la majorité à la Chambre (Die Neue Züricher Zeitung - 7.11.1981)

- Le ministre des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne, Hans Dietrich Genscher a quitté la Turquie après avoir reçu des "informations de première main" sur les intentions de l'administration sur la future vie politique de la Turquie et la révision des liens entre les deux alliés de l'OTAN. (Daily News - 7.11.1981)

- Genscher a quitté la Turquie après avoir mis en garde la direction militaire contre le courant d'hostilité grandissant à son sujet en Europe. Une atmosphère glaciale a marqué cette visite de 23 heures qui met en évidence les tensions entre la Turquie et l'Allemagne de l'Ouest, son fidèle allié européen et fournisseur d'aide. (Financial Times - 7.11.1981)

- La Turquie a informé son voisin la Syrie de ce qu'elle ne reconnaîtra pas la décision de cette dernière d'étendre ses eaux territoriales de 12 miles à 35 miles. (Tercüman - 8.11.1981)

- Le Ministre turc des Affaires Etrangères déclarait que la Turquie soutient le plan de paix de l'Arabie Saoudite au Moyen-Orient. (Daily News - 9.11.1981)

- Les dernières mesures répressives prises contre plusieurs personnalités politiques et syndicales (particulièrement l'arrestation du leader socialiste H. Egevit) en Turquie a soulevé l'indignation des membres socialistes du Parlement Européen. Leur dirigeant H. Glinne affirme que la Communauté Européenne doit se montrer intransigente et devrait ainsi, comme le Groupe Socialiste du Parlement Européen lui-même, adopter une position ferme, notamment en ce qui concerne l'aide demandée par la Turquie. (Europe - 11.11.1981)

- Dans une interview accordée à son retour d'Ankara, H. Genscher déclarait qu'il était d'avis "d'attendre les prochains développements avant une décision finale" pour savoir si le régime militaire recevrait les 460 millions de DM (aide allemande à la Turquie) promise pour 1982. "Il serait dès lors adéquat", continuait Genscher, "de geler l'affaire jusqu'au moment où il faudra prendre une décision définitive." (Frankfurter Rundschau - 11.11.1981)

- La Commission Européenne a décidé, à Bruxelles, de retarder l'application du 4ème Protocole Financier entre la Turquie et la CEE jusqu'à ce que les autorités militaires turques aient clarifié la situation. (Tercüman - 14.11.1981)

- A la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, le Secrétaire d'Etat Alexander Haig a insisté sur la nécessité de maintenir et même de renforcer l'aide militaire et économique à la Turquie. (Milliyet - 15.11.1981)

- Le Journal des Forces Armées, à Washington, publiait un article qui soulignait la possibilité d'installation des Forces Rapides de Déploiement des USA dans les territoires turcs. (Cumhuriyet - 15.11.1981)

- Les commissions des Affaires Politiques et Légales du Conseil de l'Europe à Strasbourg ont désigné les noms des personnes avec lesquelles la délégation du Conseil désiraient s'entretenir pendant leur visite en Turquie prévue pour Décembre et en ont envoyé la liste au Ministre turc des Affaires Etrangères. (Hürriyet-18.11)

- A la Commission ministérielle du Conseil de l'Europe, le Ministre turc des Affaires Etrangères, H. Türkmen a déclaré que le Conseil National de Sécurité pourrait annoncer en janvier 1982 la date des futures élections législatives. (Cumhuriyet - 20.11.1981)

- Des 970 millions de dollars de l'aide économique décidée par le Consortium des pays de l'OCDE, seulement un montant de 388,8 millions de dollars a été approuvé par les pays suivants: Allemagne (200 millions), France (86 millions), Angleterre (32,7 millions), Belgique (8,1 millions), Hollande (18 millions), Canada (10 millions), Espagne (5 millions), Italie (10 millions). Les autres pays membres n'ont pas encore approuvé leurs parts. (Milliyet - 20.11.1981)

- En réponse au télégramme du Président du Parti Communiste de Belgique, Louis Van Geyt, le Ministre des Affaires Etrangères belge, M. Nothomb, précise que, à la suite de la condamnation de l'ex-Premier Ministre turc Egevit, "la vive préoccupation du gouvernement belge a été exprimée au gouvernement turc par la voie diplomatique". Le Président du PCB avait demandé au ministre quelles mesures la Belgique, qui présidera bientôt le Conseil de la Communauté européenne, compte prendre ou proposer pour suspendre à tout le moins l'association de la dictature turque à la CEE et sa participation au Conseil de l'Europe, voire à l'OTAN et à d'autres instances et institutions européennes et internationales.

(Le Drapeau Rouge-20.11.1981)

- Lors de la réunion du la Commission ministérielle du Conseil de l'Europe, le Ministre des Affaires Etrangères norvégien a déclaré que son gouvernement a décidé de geler son aide économique à la Turquie.

(Hürriyet - 21.11.1981)

- Le Général Evren a entamé sa première visite officielle depuis le coup d'état du 12 septembre 1980 comme invité du chef de l'état du Pakistan, le Général Ziya Ül Hak. Après avoir visité le camp des réfugiés afghans au Pakistan, le Général Evren a déclaré que la Turquie était prête à faire de son mieux pour aider le Pakistan au cas où il serait en danger et il a préconisé de réanimer la Coopération Régionale pour le Développement entre la Turquie, le Pakistan et l'Iran qui était mort-née.

(Turkish newspapers-23,28.11.81)

- Lors d'un entretien avec les journalistes en visite turcs, le chef de l'état pakistanais, Ziya Ül Hak a déclaré que la formation de partis politiques était contraire aux lois islamiques.

- Le Vice-Premier Ministre Turgut Özal est de retour de sa visite officielle de 9 jours en Lybie et il a annoncé qu'un nouvel accord a été signé pour l'importation de 2,5 millions de tonnes de pétrole en provenance de ce pays. Il a ajouté qu'il y a 102 firmes turques et plus de 90.000 travailleurs migrants turcs actifs en Lybie. Les exportations turques à la Lybie ont atteint 400 millions de dollars cette année. Elles étaient de 60 millions de dollars en 1980.

(Hürriyet - 26.11.1981)

- Le gouvernement britannique a informé l'Ambassadeur de Turquie à Londres que la CEE pourrait geler l'aide économique à la Turquie, ces prochains jours.

(Cumhuriyet - 27.11.1981)

- Le gouvernement turc a demandé au Conseil de l'Europe de postposer la visite de la délégation du Conseil en Turquie jusqu'à une date ultérieure. Cette visite était prévue pour décembre 1981.

(Hürriyet - 27.11.1981)

- La Banque Mondiale a suggéré à la Turquie qu'elle suspende l'application de quelques projets de développement d'une valeur de 2.700 milliards de Lires Turques.

(Cumhuriyet - 28.11.1981)

- D'éminents représentants des ministères britanniques des Affaires Etrangères et de la Défense ont eu des entretiens à Ankara avec les autorités turques sur la possibilité d'installation des Forces Rapides de Déploiement US dans les régions du Moyen-Orient.

(Tercüman - 28.11.1981)

- La Commission européenne a décidé d'appliquer une taxe de 16 % sur les importations de fil de coton en provenance de Turquie.

(Milliyet - 30.11.1981)

LA SITUATION POLITIQUE

- Le Speaker de l'Assemblée Consultative, M. Sadi Irmak a déclaré que l'élaboration de la nouvelle constitution pourrait durer plus de deux ans.

(C-4.11.1981)

- Le Conseil National de Sécurité a distribué aux membres de l'Assemblée Consultative un livre de 331 pages intitulé "Avant et après le 12 septembre".

(Cumhuriyet - 6.11.1981)

- 54 projets de loi, y compris ceux concernant les syndicats, conventions collectives, grèves et lock-outs, en plus de quelques autres projets de lois importants passeront au Conseil National de Sécurité sans avoir été votés par l'Assemblée Consultative. Cette dernière peut discuter et voter 63 projets de loi, mais toutefois ceux-ci devront être ratifiés par le CNS. Les peines de mort seront également discutées d'abord à l'Assemblée Consultative.

(Daily News - 7.11.1981)

- Le CNS a adopté un nouveau projet de loi concernant l'établissement d'un "Cimetière d'Etat" pour les anciens présidents et les compagnons d'armes proches

d'Atatürk. Le projet de loi décrète que Anıt Kabir, le mausolée d'Atatürk, sera réservé au fondateur de la République. Seule la tombe de l'ancien Président İsmet İnönü, l'aide et l'ami proche d'Atatürk restera à Anıt Kabir tandis que la tombe du 4ème Président Cemal Gürsel qui a conduit le coup d'état militaire du 27 mai contre le gouvernement Menderes et les tombes des personnes mortes juste avant le coup de Mai seront transférées. (Daily News - 11.11.1981)

- Les quartiers généraux de l'Etat-Major des Forces Armées Turques ont édité un "Livre Rouge" sur la terreur politique antérieure au 12 septembre 1980. Le livre préfacé par le Général Evren paraîtra en janvier 1982. (Hürriyet-14.11.1981)

- Nouvelle affirmation du Speaker de l'Assemblée Consultative:

"Il n'y a pas un seul modèle de démocratie au monde. Même l'Allemagne de l'Est affirme être une Allemagne démocratique. Quant à notre démocratie, elle sera propre à nous-mêmes. L'éventail politique sera limité au schéma du Kémalisme, il n'y aura plus d'extrémisme de gauche ou de droite." (Cumhuriyet - 16.11.1981,)

- Le Ministre du Tourisme et de l'Information a commandé à une firme belge, Cibelco, la réalisation d'un film sur Atatürk. Ce dernier coûtera 170.000 dollars. (Hürriyet - 17.11.1981)

- Suite à la modification de la législation sur l'appareil juridique, de nombreux juges ont été obligés de démissionner. Les juges sont pessimistes en raison de la Constitution du Conseil des Juges Suprêmes et des Procureurs (ce Conseil est dépendant du Chef de l'Etat). (Milliyet - 18.11.1981)

- La Réglementation Interne de l'Assemblée Consultative a été adoptée.

Suivant ce texte, les membres de l'Assemblée Consultative ne peuvent plus adresser de questions au Gouvernement. (Cumhuriyet - 21.11.1981)

- 15 membres de la commission chargée de la préparation du projet de la nouvelle constitution ont été nommés par l'Assemblée Consultative. Parmi eux, citons deux généraux de l'armée, le secrétaire de la Confédération des Patrons, des professeurs d'université de droite et des bureaucrates. (Turkish Press - 25.11.1981)

- Le Président de la Commission pour la Préparation de la Nouvelle Constitution, le Prof. Orhan Aldıkaçtı a tenu une conférence de presse dans son bureau. Mais pendant la conférence, un officier haut gradé de l'armée est intervenu et a rappelé que les contacts avec les gens de la presse au sein de l'Assemblée Consultative étaient défendus. (Hürriyet - 27.11.1981)

REPRESSION SUR LES ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES

- L'ancien premier ministre social-démocrate, Bülent Ecevit, a été condamné à 4 mois de prison pour avoir violé le décret No 52 du Conseil National de Sécurité qui interdit toutes déclarations politiques. Il avait donné une lettre aux journalistes étrangers en réponse aux accusations d'Evren contre les dirigeants des partis politiques. (Tercüman - 4.11.1981)

- 5 des 30 membres du Comité Central du Parti Communiste de Turquie et 2000 de ses membres sont actuellement détenus par la police. (Tercüman - 6.11.1981)

- Une proposition de loi prévoyant la dissolution de l'Ordre des Ingénieurs et des Architectes a été remise à l'Assemblée Consultative. (Cumhuriyet - 13.11.1981)

- 35 membres du Parti Communiste de Turquie ont été arrêtés à Istanbul. (Cumhuriyet - 15.11.1981)

- Deux anciens députés du Parti Républicain du Peuple (CHP), Ertugrul Günay et Temel Ateş, sont jugés avec une requête de 5 ans de prison pour chacun d'eux. Ils sont accusés d'avoir soutenu "Voie Révolutionnaire" (DEV-YOL). (Milliyet-17.11.81)

- La loi concernant la liquidation des biens des partis politiques a été publiée dans la "Gazette Officielle". Les livres interdits qui seront trouvés dans les locaux des partis seront saisis et brûlés. (Cumhuriyet - 28.11.1981)

- ECEVIT A ETE ARRETE A ANKARA POUR Y PURGER SA PEINE DE 4 MOIS DE PRISON. (Tercüman - 28.11.1981)

TRAVAIL ET VIE SOCIALE

52 condamnations à mort pour les dirigeants de la DISK

La plainte contre les dirigeants de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a été déposée officiellement auprès du Tribunal Militaire

par le procureur militaire, le 26 octobre 1981. L'accusation même comporte environ 1.000 pages et le dossier complet semble dépasser les 6.000 pages.

Le point principal de l'accusation est formulé aux articles 141 et 146/1 du Code Pénal Turc (qui date encore de l'époque de Mussolini) et qui disent qu'aucune classe sociale n'a le droit de dominer une autre classe sociale et qui punissent ceux qui font des tentatives pour éliminer des institutions sociales ou économiques du pays.

L'accusation concerne 2.000 membres de la DISK et le procureur militaire a requis la peine de mort contre 52 dirigeants syndicaux.

Pour motiver l'accusation, le Procureur se base essentiellement sur 3 éléments:

- caractère des réunions de la DISK,
- nature des grèves,
- contenu des publications.

Caractère des réunions:

Une loi sur la liberté de réunion existe depuis 1961. Mais le principe de notification existe. Si dans les 24 heures après cette notification, les autorités n'ont pas réagi, la réunion peut être considérée comme légale. Malgré que durant les 12 ans d'activité de la DISK, les autorités n'ont jamais interdit une réunion, le Procureur conteste la légalité de plusieurs d'entre elles.

Grèves:

L'organisation de grèves a été tout à fait légale en Turquie, à condition que celles-ci soient organisées pendant la période de négociation des conventions collectives ou pendant la période de leur validité si celles-ci ne sont pas respectées.

A deux exceptions près, la DISK a respecté ces modalités; deux grèves générales avaient été spontanément organisées par les travailleurs. Elles ont fait l'objet d'un procès mais le Procureur Général nie cette action juridique dans son accusation.

Publications:

Toutes les publications de la DISK étaient conformes aux prescriptions de la loi, qui permet au gouvernement d'intervenir endéans un délai de quelques mois, ce qui n'a jamais été le cas au cours d'une période de 12 ans. Apparemment, le Procureur ne tient pas compte de l'existence de cette législation dans son accusation.

Karl Mandrup Dahl, un avocat renommé qui travaille pour LO-Norvège a accepté de participer comme observateur de la CISL et de la Confédération des Syndicats au procès de la DISK. (Information/Presse de la CES, le 23.11.1981)

- Le Président de l'Union des Employés de Banque (Bank-İş), Attila Onur et 22 autres membres du Conseil Administratif, sont jugés au 1er Tribunal Militaire du CIM d'Istanbul. Le procureur militaire a demandé des peines allant jusqu'à 30 ans d'emprisonnement pour chacun d'eux, sous le chef d'inculpation d'avoir travaillé sous l'orientation d'un parti politique à l'étranger. (Hürriyet - 6.11.1981)

- Le Président de la DISK, Abdullah Bağtürk et ses 149 camarades ont été jugés par le 2ème Tribunal Militaire d'Istanbul pour leur résistance contre l'interdiction de la célébration du 1er Mai en 1980. (Hürriyet - 11.11.1981)

- Lors de la 2ème Convention Economique turque, les représentants des syndicats ont exprimé leur inquiétude quant à l'accroissement du chômage et à la chute des salaires:

Le nombre des sans-emploi a atteint 3.116.000 (17,5 %) en 1981. Selon les prévisions, ce nombre atteindra 5.600.000 (22,9 %) en l'an 2000.

Le Conseil Suprême d'Arbitrage a accordé une augmentation du salaire mensuel de 10 % + 3.000 LT alors que le taux d'inflation a dépassé 40 % en 1971.

(Tercüman - 14.11.1981)

- Le Comité exécutif de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, réuni en sa 79ème session, les 5 et 6 novembre 1981, à Bruxelles, a adopté une résolution sur la situation en Turquie. Le Comité exécutif y exprime l'inquiétude de la CISL face à l'évolution de la situation dans le pays et condamne les violations des Droits de l'Homme et des droits syndicaux auxquelles se livrent les autorités.

La résolution proteste contre les arrestations de dirigeants syndicaux et politiques et contre la suspension de syndicats librement constitués conformément

aux lois turques.

En ce qui concerne l'affiliée turque de la CISL, le Comité a décidé de maintenir la suspension de celle-ci, en raison de la double fonction du Secrétaire général de la TURK-İŞ, qui est également ministre dans le gouvernement mis en place par les militaires. (Nouvelles Syndicales Internationales - le 16.11.1981)

- Le nouveau projet d'amendement des lois sur les syndicats, les conventions collectives, les grèves et les lock-outs a été inscrit à l'ordre du jour du Conseil National de Sécurité. Le nouveau projet apporte de nombreuses limitations aux droits syndicaux et de grève. (Cumhuriyet - 23.11.1981)

- Le Président de la Confédération des Syndicats Turcs (TÜRK-İŞ), M. Ibrahim Denizci s'est entretenu avec le Président de l'AFL-CIO, M. Kirkland, lors de la Convention de cette dernière.

La Centrale américaine syndicale a décidé de rester affiliée à l'ICFTU. M. Denizci a déploré auprès de M. Kirkland, l'attitude négative des syndicats européens qu'il qualifie de "communistes" et de "chrétiens". Il affirme que ceux-ci ont forcé l'ICFTU à expulser la TÜRK-İŞ de la Confédération.

M. Kirkland a promis au syndicaliste turc que son organisation exercerait des pressions sur l'ICFTU afin que celle-ci change d'attitude à l'égard de la Turquie.

(Cumhuriyet - 27.11.1981)

- Sur une population de 44 millions d'habitants en Turquie, seulement 6,75 millions ont les moyens de vivre dans des conditions conformes aux normes de vie contemporaine, 13 millions de gens vont bientôt atteindre ces conditions et 25 millions sont encore très loin de pouvoir jouir des conditions de vie contemporaines.

(Günaydın - 25.11.1981)

SITUATION ECONOMIQUE

Le Général Evren a ouvert la 2ème Convention Economique turque à Izmir. Il a déclaré que la Turquie ne devrait plus essayer d'adopter les principes des économiques socialistes et capitalistes mais, plutôt, d'adopter un modèle économique qui lui soit propre. "C'est un principe fondamental de chercher des mesures et des systèmes économiques, dans le cadre des principes établis par Atatürk, qui soient nécessaires à la survie de la République turque, à son intégrité nationale, à sa paix et à son bien-être", a-t-il déclaré à la Conférence, "le tort de classer les modèles économiques dans des camps contradictoires tels que socialisme, communisme et capitalisme, s'est fait sentir dans la vie sociale et économique de la nation turque. Nous expérimentons à présent le côté positif des fonctions économiques dans un système libéral." (Daily News - 3.11.1981)

La 2ème Convention Economique turque s'est achevée. Le Premier Ministre, Uluşu, dans son discours de fermeture a déclaré que cette Convention a prouvé que la politique économique du gouvernement est approuvée et il a ajouté: "La politique d'Atatürk à laquelle nous nous conformons, ne reflète pas le désir d'un état socialiste". Il a également affirmé que lors de la Convention, il a été entendu une fois de plus qu'il n'y a aucune différence ou discrimination entre travailleurs, commerçants, fermiers, industriels, marchands et artisans, et, qu'il est établi que la Turquie ne trouvera aucune solution dans des querelles politiques ou des discussions idéologiques. (Hürriyet - 9.11.1981)

Les conclusions de la 2ème Convention Economique turque :

- Le développement de la Turquie ne peut être garanti seulement que par une politique d'industrialisation, ouverte aux capitaux étrangers, basée sur la libre compétition, stipulant la collaboration des secteurs privés et publics et accordant également de l'importance au secteur agricole.

- La paix sociale devrait être instaurée au sein du trio patron - travailleur - Etat.

- La Turquie devrait être un pays ouvert vers l'extérieur, vers l'Occident, mais entretenant toutefois une collaboration étroite avec le Moyen-Orient et les autres pays islamiques. (Tercüman - 10.11.1981)

Le Vice-Premier Ministre, Özal, : "Avec la grâce de Dieu, le peuple turc est en mesure de créer un nouveau miracle japonais!" (Hürriyet - 13.11.1981)

Selon les estimations de la Banque Mondiale, la Turquie devrait connaître un avenir assez sombre. Suite au déficit croissant du marché extérieur, les dettes

totales extérieures de la Turquie atteindront 28.594.000.000 dollars en 1985 alors qu'elles sont de 18 billions de dollars. (Cumhuriyet - 30.11.1981)

PEINES DE MORT

- D'après les déclarations officielles, il y aurait actuellement 65 décisions de peine de mort à la Cour de Cassation Militaire, 16 ont été ratifiées et 10 déjà exécutées. (Milliyet - 3.11.1981)
- 10 des 25 inculpés du Halkın Devrimci Öncüleri (Avant-Garde Révolutionnaire du Peuple) sont jugés au 1er Tribunal Militaire d'Egée avec la demande de peine capitale. (Hürriyet - 6.11.1981)
- Les débats du procès du DEV-YOL s'ouvriront le 30 novembre à Erzurum. 90 peines de mort ont été requises sur 785 inculpés. (Cumhuriyet - 7.11.1981)
- 2 des 4 inculpés du procès du THKP-C (Front du Parti de Libération du Peuple de Turquie) sont jugés au 2ème TM d'Istanbul avec la requête de peine de mort. (Cumhuriyet - 7.11.1981)
- 7 condamnations à mort ont été annoncées au procès des 98 inculpés du DEV-YOL au 2ème Tribunal Militaire d'Adana.
- Le peine de mort a été requise au 2ème TM d'Egée contre 2 militants de Dev-Yol. (Cumhuriyet - 11.11.1981)
- La Cour de Cassation militaire a ratifié la peine de mort pour Erhan Buldanlı, militant du THKP-C Devrimci Savaş Örgütü. (Hürriyet - 12.11.1981)
- La Cour de Cassation militaire a refusé le recours du condamné à mort de gauche, Almet Erhan dont le dossier a été transmis au C.N.S. (Hürriyet-12.11.81)
- Le Procureur militaire d'Ankara a demandé 2 nouvelles condamnations à mort au procès du İHP (Parti d'Action Nationaliste). (Tercüman - 14.11.1981)
- 9 demandes de peine capitale sur les 33 inculpés du procès de Dev-Yol à Denizli, au TM d'Egée. (Hürriyet - 14.11.1981)
- Necati Kiliç, Yılmaz Kızılateş, Ersoy Ablak ont été condamnés à mort par le 2ème TM d'Erzurum. (Tercüman - 14.11.1981)
- Le Procureur militaire d'Istanbul a requis 3 peines de mort sur les 8 inculpés du TKP/C Devrimci Öncü. (Tercüman - 14.11.1981)
- 7 autres membres du Dev-Yol risquent la peine de mort à Ankara. Par ailleurs, le 3ème TM d'Ankara demande la peine capitale pour Cengiz Bülbül de DEVRİMCİ CEPHE (Front Révolutionnaire). 23 peines de mort sont à l'ordre du jour de l'Assemblée Consultative pour y être ratifiées. (17.11.1981)
- 6 membres du Dev-Sol (Gauche Révolutionnaire) sont condamnés à mort par le Tribunal Militaire no. 2 d'Istanbul. (Cumhuriyet - 17.11.1981)
- Le TM d'Ankara a condamné 8 membres du THKP-C Acilciler, à mort, 32 à diverses peines d'emprisonnement. (Cumhuriyet- 21.11.1981)
- Deux frères ont été condamnés à mort par le 2ème TM du 7ème Corps d'Armée. (Hürriyet - 21.11.1981)
- Le Premier Département de la Cour de Cassation a encore ratifié 4 peines de mort. (Hürriyet - 27.11.1981)
- Le Procureur militaire d'Istanbul a encore requis 14 peines capitales pour des militants du THKP/C Eylem Birliği. Ainsi le nombre de peines capitales dans ce procès a atteint 83. (Hürriyet - 27.11.1981)

TORTURES

- Ömer Karagöz, commissaire-adjoint à Usak, a été condamné à 3 ans de prison pour avoir poussé le jeune militant Fadime Canlı du 5ème étage du commissariat, ceci après l'avoir douché pendant l'interrogatoire de sa garde à vue provisoire. (Milliyet - 8.11.1981)
- Pendant le procès de l'assassinat sous la torture du jeune éditeur İlhan Erdost, l'année dernière, les témoins ont confirmé la torture. Le chef de la prison de Mamak, Oğ s'est produit le meurtre a jeté la faute sur un soldat d'extrême-droite. Il aurait voulu le consigner mais sans succès car la formalité d'usage durait un mois et demi... (Cumhuriyet - 11.11.1981)

- Lors d'un procès au 1er Tribunal Militaire d'Erzincan, les inculpés ont accusé 5 policiers d'avoir torturé Seza Çelenoğlu et eux-mêmes. (Cumhuriyet - 11.11.1981)
- Ismail Eşen, âgé de 20 ans, a été retrouvé pendu dans sa cellule à la prison de Bursa. (Cumhuriyet - 17.11.1981)
- Les proches de Hasan Asker Özmen mort sous la torture, ont protesté auprès des autorités militaires contre la légèreté de la condamnation des assassins. (Cumhuriyet - 17.11.1981)

REPRESSION DE LA PRESSE ET DE LA VIE CULTURELLE

- 6000 enseignants sont poursuivis par l'administration. (Cumh. - 5.11.1981)
- Le journaliste İlhami Soysal, le Président de la DISK, Abdullah Baştürk et leurs camarades sont jugés au 2ème TM d'Ankara pour avoir imprimé des publications clandestines dans l'imprimerie du syndicat GENEL-İŞ. (Cumh. - 5.11.81)
- Leyla Yurdakul, propriétaire du quotidien "Aydınlık", a été condamnée à 2 ans de prison pour avoir publié un livre intitulé "La Contre-Guérilla et le MHP". (Cumhuriyet - 6.11.1981)
- Le régisseur de cinéma Atif Yılmaz a été condamné à 4 mois de prison pour avoir insulté le juge. Il a été arrêté et incarcéré à Istanbul. (Milliyet - 7.11.1981)
- Rıza Zelyut, l'écrivain condamné à un an et demi de prison pour son oeuvre "Le demi-jour infini" a été incarcéré à Istanbul. (Cumhuriyet - 2.11.1981)
- La nouvelle loi sur les universités et autres instituts d'enseignement supérieur a été adoptée par le Conseil National de Sécurité. Elle supprime l'autonomie des universités et autorise le Chef de l'Etat à nommer les recteurs et les doyens de l'université. (Milliyet - 7.11.1981)
- 6 professeurs de l'Université d'Istanbul ont démissionné afin de protester contre cette nouvelle loi. (Cumhuriyet - 26.11.1981)
- 31 professeurs et 20 assistants de la Faculté de Droit d'Ankara ont protesté contre cette nouvelle loi. (Milliyet - 26.11.1981)
- A l'occasion de la Journée des Enseignants, le Général Evren a publié un message dans lequel il déclare textuellement: "Les enseignants ont de grandes responsabilités dans la lutte contre les traîtres. Ce qui vous incombe à vous, enseignants kémalistes, c'est de les découvrir et de les dénoncer aux autorités". (Milliyet - 26.11.1981)
- 901 professeurs d'université ont déclaré à Ankara qu'ils étaient contre la nouvelle loi sur les universités. (Cumhuriyet - 28.11.1981)
- On a décidé que les chansons qui seraient choisies pour représenter la Turquie au Concours Eurovison devraient être conformes aux normes et à l'idéologie Atatürkiste. (Tercüman - 28.11.1981)
- Asım Tezgel a été condamné à un an d'emprisonnement pour avoir insulté le Général Evren. La condamnation a été décidée par le Tribunal Militaire d'Égée. (Milliyet - 28.11.1981)